

CADR'@GE

ÉTUDES, RECHERCHES ET STATISTIQUES DE LA CNAV

ÉTUDE

Sabrina Aouici et
Rémi Gallou (Cnav)

Choisir de vivre en logement-foyer, entre indépendance et collectivité

Les logements-foyers sont des établissements proposant des appartements loués en tant que résidence principale, dédiés aux personnes âgées autonomes de 60 ans et plus. Ils sont assortis de services collectifs sur place ou à proximité. Déjà en 1962, le rapport Laroque en faisait la promotion. Après avoir atteint un maximum de 3 053 établissements pour 158 399 places en 1998 (Drees, 2001), on n'en compte plus aujourd'hui que 2 233, soit 108 340 places installées (Volant, 2014).

Le point de vue des acteurs professionnels des logements-foyers a déjà été étudié dans un Cadr'@ge précédent. Les auteurs s'intéressent cette fois-ci aux motivations d'entrée des résidents à travers leurs témoignages. Ceux-ci emménagent avant tout dans ces résidences pour vivre en collectivité, se rapprocher de leur entourage ou se sentir davantage en sécurité.

À l'issue de la première phase de l'étude (voir encadré 1), la baisse de la capacité d'accueil des logements-foyers¹ posait la question de la rareté de l'offre en habitat intermédiaire, entre le domicile et la maison de retraite. Cette tendance apparaît aujourd'hui d'autant plus paradoxale que l'ensemble des acteurs impliqués (responsables, résidents, intervenants réguliers ou occasionnels) plébiscitent cet habitat. Ils lui attribuent un rôle social primordial et le considèrent comme une alternative nécessaire au domicile ordinaire pour les personnes autonomes. Le maintien à domicile, valorisé et encouragé, n'est le plus souvent examiné qu'en termes d'accessibilité des logements. Or, l'adaptation des individus à leur habitat peut aussi être envisagée sous l'angle de l'espace et du lieu où s'expriment les solidarités sociales et familiales.

Dans un contexte où la préférence pour le maintien à domicile se poursuit², l'objectif est ici de comprendre les parcours et les conditions d'entrée en établissement des résidents en plaçant leurs témoignages au cœur de l'étude³. Cette analyse des décisions d'entrée

1. La loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement encourage la mutation des logements-foyers en résidences-autonomie (RA). Elle instaure un financement spécifique pour les actions individuelles ou collectives de prévention à destination des résidents. Pour obtenir le label « RA », quatre services sont obligatoires : restauration, sécurité, blanchisserie et animation-prévention.

2. 90 % de l'ensemble des Français et 95 % des plus de 60 ans déclarent préférer, en cas de dégradation physique liée à l'âge, adapter leur domicile pour y rester en bonne santé et en sécurité plutôt que d'aller dans une maison de retraite (Sondage OpinionWay, interrogation de 1 006 personnes, mars 2012).

3. À notre connaissance, peu de travaux portent sur ces aspects au sein des logements-foyers. Le dernier rapport public publié par le ministère des Affaires sociales et de la Santé (novembre 2013) n'a pas interrogé les résidents.

Encadré 1 > Étude Services et besoins des logements-foyers en Île-de-France (enquête Cnav)

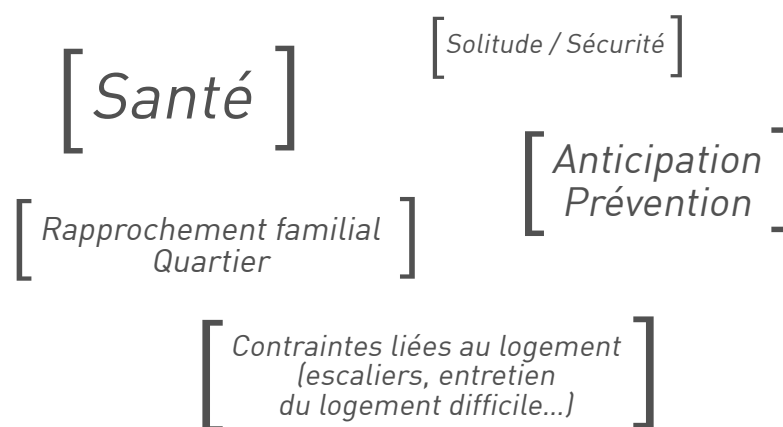
La Cnav a réalisé en 2012 une étude par questionnaire des services et des besoins auprès de responsables de 200 logements-foyers d'Île-de-France. En complément, 50 entretiens semi-directifs ont été menés auprès de responsables de logements-foyers, d'intervenants du secteur médico-social et de résidents. Ce numéro de Cadrage présente les résultats de cette seconde phase qualitative en mettant au premier plan la parole des résidents. L'analyse s'appuie sur des entretiens approfondis réalisés auprès de 25 d'entre eux (5 hommes et 20 femmes) âgés de 82 ans en moyenne (âge identique à celui relevé dans l'enquête Ehpa* de 2011). La plupart d'entre eux vivent seuls (22 sur 25) et sont veufs (15 d'entre eux). L'ancienneté dans l'établissement est variable : 5 sont entrés en logement-foyer il y a moins d'un an, 7 y vivent depuis 1 à 5 ans et 13 depuis 5 ans ou plus. Seize de ces résidents habitaient déjà la commune où se trouve leur logement-foyer, ce qui est le signe d'un ancrage local fort. Les entretiens se sont déroulés sur la base du volontariat, avec l'appui des responsables d'établissements qui ont parfois servi d'intermédiaires entre les enquêteurs et les résidents.

* Enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (Drees).

en logement-foyer souligne à quel point la démarche de quitter son domicile ordinaire est réfléchie et singulière. Une hypothèse possible consisterait à dire que ce choix n'est pas totalement le leur et que d'autres acteurs seraient à l'origine de cette décision (un enfant, un service social, un médecin...). Mais la représentation des personnes âgées comme sujets passifs qui suivraient des choix opérés par d'autres n'est pas attestée ici. En effet, même si certains ont sollicité l'avis de leur entourage, les résidents dans leur ensemble ont pris eux-mêmes la décision d'entrer en logement-foyer. Les extraits d'entretiens illustrent la façon dont ils ont adapté leur cadre de vie à leur projet de vie, en tenant compte de contraintes objectives bien réelles.

La figure suivante présente les principaux motifs d'installation en logement-foyer. Les préoccupations liées à la santé du résident ou à celle de son conjoint constituent un facteur décisif. Même si l'entrée des locataires dans ces établissements est assujettie à leur autonomie, la volonté de prévenir une situation difficile (anticipation du décès du conjoint, problèmes d'accessibilité) se révèle fréquente. Les autres motifs évoqués sont le rapprochement géographique d'un membre de la famille ou d'un quartier, des difficultés liées au logement antérieur (hébergement par un tiers, logement isolé ou devenu trop difficile à entretenir), ou encore le souhait de rompre avec la solitude.

Figure 1. Principaux motifs d'entrée en logement-foyer



Source : enquête LF-IDF, Cnav 2013.

Lecture : la taille de la police est proportionnelle à la fréquence des motifs évoqués. La santé, la prévention ou l'anticipation sont plus souvent citées que la solitude ou le besoin de sécurité.

Multiple et souvent imbriqués, ces motifs sont difficiles à catégoriser. L'intérêt des informations qualitatives est précisément de rendre compte de cette complexité et de l'interrelation

des sphères individuelles, sociales, familiales et résidentielles. La première partie présente les arbitrages des résidents sous l'angle des caractéristiques du logement et de l'habitat ; la seconde s'attache aux aspects relationnels, sociaux et humains, intervenus dans leur choix.

■ Le logement-foyer : une alternative au domicile ordinaire

Prévenir l'inadaptation des logements

L'un des premiers critères d'entrée en logement-foyer repose sur la crainte de vivre dans un logement inadapté ou dont l'accès deviendrait difficile. Parmi les personnes rencontrées, celles qui mentionnent la volonté de prévenir l'inadaptation de leur logement sont nombreuses. La survenue d'un incident de santé ou le cas d'un proche, prenant valeur d'exemple, les conduisent à envisager d'autres solutions de logement. Certains, comme madame Bleue (102 ans), connaissaient le logement-foyer avant d'y habiter par l'intermédiaire de leurs relations. Ainsi rassurés, ils ont adressé leur demande à l'établissement lorsqu'ils ont jugé le déménagement nécessaire.

Mme Bleue (102 ans, en logement-foyer depuis 10 ans) : « Je suis venue j'avais 92 ans. Comme j'ai eu de l'arthrose aux genoux, c'est là que l'on m'a dit "il ne faut pas monter les étages, il faut être de plain-pied". Comme je connaissais ici, j'avais des amis qui étaient ici, je suis venue voir madame B., j'ai demandé des renseignements et cela s'est fait tout de suite. [...] Il a fallu cet accident au genou pour me dire "après tout, je viens". »

D'autres, comme madame Nogent (78 ans), récemment entrée en logement-foyer, ont entrepris des démarches individuelles pour trouver un logement dans le parc de location classique. Dans son cas, déboutée à plusieurs reprises, c'est finalement son médecin qui l'a orientée vers le logement-foyer.

Mme Nogent (78 ans, en logement-foyer depuis 2 ans) : « Je suis rentrée ici parce que je ne pouvais plus monter les escaliers... C'est pour ça que je suis rentrée ici, sinon je serais restée dans ma maison ! [...] Quand j'ai voulu louer, à chaque fois je me suis entendue dire "Le propriétaire ne veut pas vous louer". Je me suis entendue dire ça six fois. »

Quitter un logement provisoire

Le logement-foyer n'est pas toujours la solution recherchée initialement ; il ne s'inscrit pas forcément dans un projet de mobilité prévu de longue date. Par ailleurs, la mobilité résidentielle est parfois indispensable pour les personnes âgées, logées de façon provisoire ou hébergées, y compris au sein de la famille. Le logement-foyer apparaît alors au hasard des parcours de vie et des démarches entreprises dans l'urgence pour obtenir un nouveau logement. Madame Vernon (73 ans) se trouvait menacée d'expulsion par son fils chez lequel elle vivait depuis quelques années. C'est finalement le service municipal qui l'a orientée vers un établissement d'hébergement collectif.

Mme Vernon (73 ans, en logement-foyer depuis 6 mois) : « J'étais chez mon fils. [J'ai quitté mon logement] pour soigner ma belle-fille qui avait le cancer. Elle est décédée et ensuite je suis restée pour les enfants. [...] Mon fils a rencontré quelqu'un, je n'étais pas pressée mais il m'a dit "c'est ça ou la porte". [...] J'ai téléphoné à la mairie et ils ont eu la gentillesse de me donner une place ici. »

Madame Vignes (78 ans), quant à elle, vivait chez son employeur ; au décès de ce dernier, elle a dû trouver un autre logement. Refusant de s'installer durablement chez ses enfants, elle s'est tournée vers les services municipaux qui lui ont alors proposé cette solution.

Mme Vignes (78 ans, en logement-foyer depuis 8 ans) : « Je faisais la garde-malade. Je m'occupais de lui. J'étais logée chez lui. Je l'ai soigné pendant 18 ans. [...] Il avait trois filles qui voulaient vendre leur pavillon, je ne pouvais pas rester dedans. Alors, avec ma fille, on a été à la mairie et on a demandé et ils nous ont dit qu'il y en avait un de libre alors je suis venue là. [...] Mon fils qui habite à Chartres voulait que j'aille avec lui mais je n'ai pas voulu parce que je dis « les jeunes avec les jeunes ».

Des logements difficiles à entretenir

L'étude du parcours résidentiel avant l'entrée en logement-foyer montre que la propriété n'est pas un obstacle à la mobilité. En effet, la plupart des résidents interrogés étaient propriétaires de leur logement antérieur (15 d'entre eux tandis que 6 étaient locataires et 4 hébergés par un tiers de façon plus ou moins temporaire) ; 16 vivaient en appartement avant d'entrer en logement-foyer et 9 ont quitté un pavillon. Ainsi, le logement-foyer ne constitue pas une solution uniquement pour des ménages âgés précaires ou des individus isolés ; il peut être également attractif pour ceux qui entrevoient progressivement l'impossibilité de se maintenir dans un logement difficile à entretenir. C'est ce qu'exprime monsieur Cahouet (85 ans), qui avait le projet initial d'y emménager en couple. Devenu veuf, il y est entré pour ne plus avoir à entretenir son pavillon et parce que ce n'était pas une maison de retraite.

M. Cahouet (85 ans, en logement-foyer depuis 2 ans) : « On devait venir ici avec ma femme, on voulait venir tous les deux ici. Et puis, malheureusement, le destin n'a pas voulu. [...] On avait envisagé de venir là, puisque nous, on habitait la rue qui est derrière, donc on connaissait ici. Avec ma femme, on disait que c'était très bien ! Parce qu'on savait que c'était non pas une maison de retraite mais un foyer. [...] Je suis resté quand même 3-4 ans tout seul, dans ma maison. Et puis après, ben, il faut l'entretenir un pavillon, alors j'ai décidé de le vendre. »

■ Le logement-foyer pour privilégier le lien social

Vieillir entouré et en sécurité

L'entrée en logement-foyer résulte d'un choix, quelle que soit la logique qui la sous-tend. L'anticipation de problèmes de santé futurs peut inciter des individus à opter pour la vie en logement-foyer, avant que les difficultés ne surviennent. Ce choix anticipé concerne aussi bien des personnes en couple que des personnes seules. De ce point de vue, les cas de madame Souillac et de monsieur et madame Linge sont instructifs. Mme Souillac (83 ans) est entrée en logement-foyer il y a 6 ans. L'absence d'enfants et donc de soutien potentiel, l'a poussée à anticiper les difficultés liées au vieillissement à deux en logement ordinaire. Avant que son mari ne décède, elle l'a convaincu de s'installer en logement-foyer afin de bénéficier d'un accompagnement quotidien en cas de nécessité.

Mme Souillac (83 ans, en logement-foyer depuis 6 ans) : Un jour, on a discuté avec mon mari, je lui ai dit « c'est bien joli tout cela, mais on est en bonne santé tous les deux, on n'a pas de problème, mais on n'a pas d'enfant ». Nous nous sommes dit « on ne peut que compter sur nous ». On s'est dit "la seule solution, c'est de trouver une maison où on sera bien, si on a un problème, on aura quelqu'un pour se reposer sur ces gens-là". Je crois que l'on a fait le bon choix d'avoir fait cette démarche-là et d'être tombés ici.

Pour monsieur et madame Linge (respectivement 82 et 85 ans), c'est davantage la perspective du décès du conjoint et leur désir de sécuriser le survivant qui les ont incités à quitter leur pavillon pour un appartement en logement-foyer.

M. Linge (85 ans) : Je suis parti de la simple idée qu'un jour ou l'autre l'un des deux s'en ira et celui qui restera sera entouré. C'est la raison pour laquelle on est venus ici.

Pour les personnes vivant seules avant l'entrée en logement-foyer, il s'agit parfois de ne pas rester isolé chez soi, en proie à diverses craintes. Monsieur Jacques (80 ans, célibataire et sans enfant) a commencé à s'interroger sur son avenir après la canicule de 2003 qui a réveillé des inquiétudes.

M. Jacques (80 ans, en logement-foyer depuis 9 ans) : « Avant de venir ici je vivais seul, parce que je suis célibataire, je n'ai pas d'enfant, je n'ai plus de véritable famille. [...] En 2003, il y a eu la fameuse canicule qui a fait [plusieurs milliers de] morts parmi les personnes âgées. Là je me suis un peu affolé, je me suis dit : "tu es tout seul. S'il t'arrive quelque chose, les voisins et les voisines ne sont pas là parce qu'ils sont à leur travail" ».

Madame Juliette (83 ans et veuve depuis 3 ans) vient tout juste d'emménager dans le logement-foyer, estimant ne plus pouvoir vivre seule dans son ancien appartement. Elle y a trouvé un habitat rassurant pour elle, qui a également fait l'unanimité auprès de ses enfants.

Mme Juliette (83 ans, en logement-foyer depuis moins d'un mois) : « J'avais des petits malaises bizarres et j'avais dit à mes enfants : "le jour où je ne peux plus vivre seule, moi je trouve une structure". Il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas en entendre parler. Moi non ! Le jour où ce sera nécessaire, il faudra le faire. Il n'y a pas longtemps, six semaines, je leur ai dit : "ça suffit comme ça, je loue Viroflay [sa résidence principale, ndla]". »

Se rapprocher des siens...

Habiter en logement-foyer peut être le moyen de se rapprocher des siens ou de ses attaches. Le cas de monsieur Bussy (65 ans) est particulièrement intéressant car son entrée en logement-foyer répond à plusieurs impératifs. Cela lui a tout d'abord permis de retrouver un nouveau domicile après une rupture conjugale et la vente de son pavillon. Ce logement lui a ensuite offert la possibilité de vivre à proximité de sa mère, âgée de 92 ans, dont la santé nécessite une aide de plus en plus soutenue. Enfin, il a pu renouer avec une vie et une utilité sociales : plus jeune que les autres résidents, monsieur Bussy mentionne l'importance de son rôle au sein du foyer, animant les après-midis ou offrant ses services à d'autres résidents plus âgés, moins mobiles et non véhiculés.

M. Bussy (65 ans, en logement-foyer depuis 1 an) : « J'ai ma maman, elle habite un peu plus haut. Je suis revenu ici, je me suis rapproché d'elle. Comme j'ai eu ça ici, je m'occupe d'elle, je vais lui faire ses courses, je l'emmène chez le médecin. [...] J'avais une de mes filles qui voulait que je vienne à Toulouse. Moi j'ai dit "Non, ta grand-mère a 92 ans". [...] Je prends ma mère tous les quinze jours, un dimanche sur deux elle vient manger. »

Ces bienfaits de la vie en logement-foyer sont autant d'éléments qui semblent faire défaut au vieillissement en logement ordinaire. Sa mère lui conseille d'ailleurs vivement ne pas reprendre son propre logement après son décès :

M. Bussy : Elle m'a dit : "l'appartement tu le vends, ne le garde pas. Ne vis pas là ! Il n'y a plus personne dans l'immeuble que tu connais, comme moi je ne connais plus personne. Tu auras trois étages à grimper à pied, tu vas tourner dans un grand appartement, tu vas devenir fou ! Reste où tu es. Si ça ne va pas – elle connaît le truc – tu descends". Parce qu'elle vient aux animations ici ma mère. [...] Moi je ne veux pas partir d'ici. Vous avez un malaise il y a des alarmes. Les pompiers sont là en 4e vitesse. Quand vous êtes enfermé dans votre appartement en copropriété ou en HLM, vous n'avez pas cela. [...] Ici je trouve ça sublime. Je vais vous dire pourquoi : vous n'êtes jamais seul. Jamais. Vous n'avez pas le moral – ça arrive – vous descendez, vous trouvez toujours quelqu'un, parce qu'on se connaît tous, pour discuter cinq minutes.

Le cas de madame Catherine (90 ans, récemment entrée en logement-foyer) est différent, car sa vie à Bergerac lui plaisait. Veuve depuis trois ans, elle a anticipé la difficulté pour ses enfants, qui vivent loin d'elle, de l'aider à distance s'il lui arrivait quelque chose. Elle leur en a fait part et ils ont œuvré pour lui trouver un logement en région parisienne. Elle ne parle pas de sacrifice mais regrette sa vie d'avant (« j'ai eu tort », estime-t-elle aujourd'hui, moins d'un mois après son arrivée dans l'établissement).

Mme Catherine (90 ans, en logement-foyer depuis un mois) : « J'étais dans une maison à Bergerac, une grande maison [qu'elle a conservée, ndla] avec un parc de 3 000 mètres. Je vivais bien. J'y serais volontiers restée mais j'étais un peu isolée. [...] Un jour je me suis un peu plainte - j'ai eu tort d'ailleurs parce que je n'étais pas si mal que cela à Bergerac... Du coup, [ma fille] m'a trouvé cette résidence, il y avait une place et je l'ai prise. À Bergerac [...] j'y avais ma vie, j'étais aidée par une femme de ménage, un jardinier, j'avais des cousins, j'avais un club de bridge, j'avais ma vie organisée... Je ne m'ennuyais pas. J'étais très bien toute seule. La solitude ne me gênait pas du tout. Je me disais que s'il m'arrivait quelque chose d'ennuyeux, pour mes enfants, ce serait difficile de venir m'aider et d'intervenir à distance. »

... sans être un poids pour la famille

Si les résidents justifient fréquemment leur mobilité résidentielle par le désir de se rapprocher de leur famille, le logement-foyer a l'avantage de permettre ce rapprochement sans charger ces dernières de l'accueil d'une personne âgée à domicile. Ainsi, Mme Félicité (87 ans) exprime la grande solitude dans laquelle elle se trouvait et la difficulté pour sa fille de venir lui rendre visite.

Mme Félicité (87 ans, en logement-foyer depuis 8 mois) : « Là où j'étais, j'étais isolée. J'étais très loin du centre-ville. Je n'avais personne. J'avais une aide ménagère pour faire mes courses, mais c'était la solitude totale. Ma fille m'a dit "Écoute maman, je vais me renseigner, voir si tu peux venir près de moi." Ça lui était difficile de venir, parce qu'elle ne conduit pas. Ça lui faisait perdre une journée pour venir. »

Mme Cardinet (84 ans), sans enfant, partage le souci de vieillir dans un lieu proche du reste de sa famille pour faciliter les visites et les contacts, sans pour autant interférer dans leur vie quotidienne.

Mme Cardinet (84 ans, en logement-foyer depuis 5 ans) : « J'ai des neveux qui sont très gentils, je ne pouvais pas complètement compter sur eux. Ils ont leur famille, ils ont leurs enfants, ils n'ont pas à s'occuper de moi. C'est ça qui m'a poussée à entrer ici. Mais j'ai attendu sept ans pour avoir un appartement ici, j'avais fait une demande à Sceaux, mais je me suis dit que c'était trop loin pour ma famille. »

■ Conclusion

Le logement-foyer constitue une solution lorsque le domicile précédent est devenu inadapté, insalubre, trop difficile à entretenir ou que les retraités ne parviennent pas, du fait de leur âge, à accéder au parc de logements classiques. Ces difficultés sont particulièrement prononcées en Île-de-France. Au-delà de ces contraintes, entrer en logement-foyer correspond aussi à un choix assumé et réfléchi. Nombre de résidents s'inscrivent dans une démarche de prévention ou d'anticipation. Il peut également s'agir de retrouver un lieu connu et familier, d'être rassuré sur une prise en charge en cas de difficulté, de vivre dans un cadre de vie collectif tout en maintenant une indépendance et une grande liberté, ou encore de s'installer à proximité des siens. Le coût, relativement abordable, des logements-foyers ressort peu de l'étude. Il est probable qu'il en soit davantage question à l'heure où les résidences autonomie sont amenées à les remplacer, moyennant quelques aménagements et la mise en place de services parfois inexistantes. Il faudra alors réinterroger la vocation sociale de ces structures et leur capacité à accueillir une grande diversité de personnes âgées, y compris les plus modestes.

► Références

Aouici Sabrina, Gallou Rémi, 2013, « À la (re)découverte des logements-foyers », *Cadr'@ge*, Cnav, n° 25, décembre.

Drees, 2001, « L'accueil des personnes âgées de 1995 à 2001 », DRASS - Enquête EHPA - FINESS - SAE.
http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/apps/statiss/statiss2002/1999/acc_pers_agees1/acc_pers_agees180.htm#region

Laroque Pierre, 1962, Politique de la vieillesse, Rapport de la Commission d'étude des problèmes de la vieillesse.

Ministère des Affaires sociales et de la Santé, 2013, Rapport sur l'habitat collectif des personnes âgées autonomes.

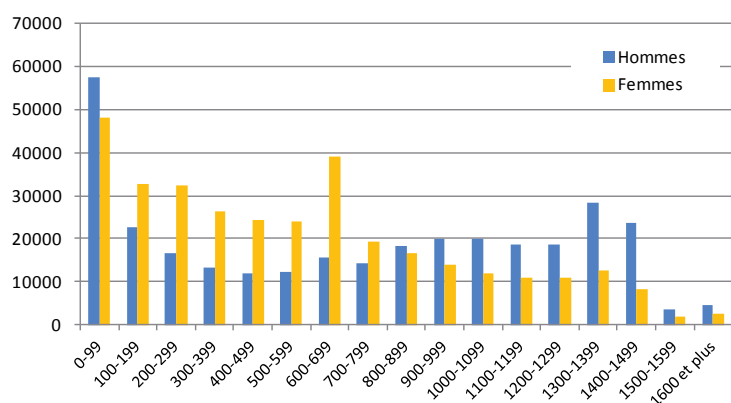
Nowik Laurent et Thalineau Alain (dir.), 2014, *Vieillir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile*, Presses universitaires de Rennes.

Volant Sabrina, 2014, « L'offre en établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2011 », *Études et résultats*, Drees, n° 877, février.

Le montant des pensions de vieillesse de droit direct attribuées en 2015

Au cours de l'année 2015, 656 944 pensions de vieillesse ont été attribuées au régime général. Le montant mensuel moyen¹ de ces pensions de base s'élève à 647 €. Ce montant varie selon le sexe, le fait d'avoir ou non une carrière complète au régime général ou encore l'âge de départ. Ce montant de base est plus élevé chez les hommes : 730 €, contre 568 € pour les femmes (soit un montant inférieur de 22 %).

Graphique A. Répartition des pensions de base liquidées en 2015 par tranche de montant mensuel



Source : SNSP pensions liquidées en 2015

Le graphique A ci-contre présente la répartition des pensions attribuées en 2015 par tranche de montants. Le pic de retraitées dans les tranches 500-599 € et 600-699 € correspond au grand nombre de bénéficiaires du minimum contributif chez les femmes. En effet, 51 % des pensions attribuées aux femmes ouvrent le droit au minimum contributif² en 2015, contre 29 % chez les hommes. Les pensions supérieures à 1 600 euros correspondent à celles des assurés bénéficiant d'une surcote.

En 2015, près d'un nouveau retraité sur deux est un polypensionné qui partage sa carrière entre le régime général et un ou plusieurs autres régimes de base. Du fait d'une durée d'assurance au régime général réduite, le montant moyen des retraites est plus faible : 421 € contre 850 € pour les monopensionnés.

Parmi les nouveaux retraités, 41 % justifient d'une carrière complète au régime général leur permettant de bénéficier d'une pension de vieillesse servie à taux plein et non proratisée (43 % chez les hommes et 39 % chez les femmes). Le montant moyen de pension de ces retraités atteint 1 064 €, soit 1 167 € pour les hommes et 957 € pour les femmes. La grande majorité est monopensionnée (85 %). Même avec une carrière complète, le montant moyen de la retraite de base des femmes reste inférieur de 18 % à celui des hommes, ce qui s'explique par la différence des salaires passés.

L'âge de départ à la retraite est également un facteur mettant en évidence des variations de niveaux de pension. Les retraités partant à 65 ans et plus ont des montants de pension nettement inférieurs à ceux partant avant cet âge. Cette situation s'observe chez les monopensionnés comme chez les polypensionnés.

Montant mensuel moyen des pensions de base liquidées en 2015 selon l'âge de départ à la retraite

Âge au départ	Hommes				Femmes				Ensemble			
	Monopensionnés		Polypensionnés		Monopensionnées		Polypensionnées		Monopensionnés		Polypensionnés	
	Mt (€)	%	Mt (€)	%	Mt (€)	%	Mt (€)	%	Mt (€)	%	Mt (€)	%
Avant âge légal	1 165	49 %	604	30 %	1 020	22 %	433	14 %	1 109	33,5 %	558	23 %
Âge légal à moins de 65 ans	981	38 %	463	46 %	724	48,5 %	374	54 %	817	44 %	421	50 %
65 ans	667	10 %	300	18 %	436	25 %	274	27 %	488	18,5 %	286	21,5 %
Supérieur à 65 ans	880	3 %	414	6 %	629	4,5 %	360	5 %	720	4 %	392	5,5 %
Ensemble	1 037	100 %	474	100 %	714	100 %	355	100 %	850	100 %	421	100 %

Source : SNSP pensions liquidées en 2015.

1 Montant de la pension de base de vieillesse issu du calcul $\text{ Salaire annuel moyen } \times \text{ Taux } \times \text{ Prorata de durée RG}$, éventuellement porté au minimum contributif ou ramené au maximum des pensions. Sont exclus les avantages complémentaires (majorations enfants...), les pensions de réversion, les allocations du minimum vieillesse, et les retraites de base et complémentaires des autres régimes.

2 Montant servi ou non servi en application des règles du minimum contributif tous régimes.

Les chiffres du 1^{er} trimestre 2016

RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL AU 31 MARS 2016	
Il s'agit de l'ensemble des retraités de droit direct, de droit dérivé ou des deux	
	13 933 510
montant global mensuel moyen	665 €
Titulaires d'un droit direct servi seul	
montant mensuel moyen toutes carrières	667 €
montant mensuel moyen avec carrière complète au régime général *	1 069 €
Titulaires d'un droit direct et d'un droit dérivé	
montant mensuel moyen toutes carrières	809 €
montant mensuel moyen avec carrière complète au régime général *	1 098 €
Titulaires d'un droit dérivé servi seul	
montant mensuel moyen	286 €
Bénéficiaires du minimum contributif	
	4 900 065
Allocataires du minimum vieillesse (allocation supplémentaire, Aspa ou ASI)	
	431 857
Bénéficiaires du complément de retraite (servi seul)	
	163 661

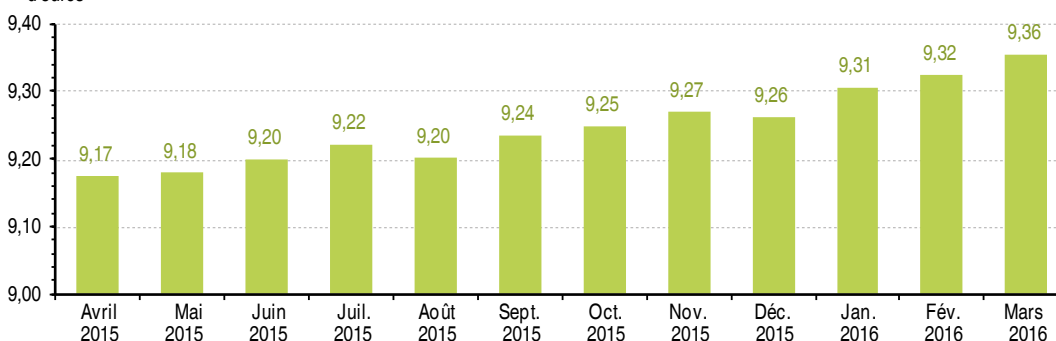
Note : Montant de base mensuel après application des règles de minimum (minimum contributif ou minimum des pensions de réversion) et maximum (écrêtement du plafond de la sécurité sociale), y compris les compléments de pension éventuels. Montant brut avant prélèvements sociaux et hors régimes complémentaires.

* Pensions calculées à taux plein et sans prorata de durée d'assurance au régime général.

		1 ^{er} trim 2016
ATTRIBUTIONS AU COURS DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE		224 111
Attributions effectuées quelle que soit la date d'effet		
Droits directs		182 340
dont retraites anticipées		24 %
surcote		13 %
décote		9 %
minimum contributif		38 %
Droits dérivés		41 771
dont pensions de réversion avant 55 ans		2 %

DÉPENSES EN PRESTATIONS DES 12 DERNIERS MOIS EXPRIMÉES EN MILLIARDS D'EUROS > 111 Mds €

En milliards d'euros



Source : Cnav, direction financière et comptable nationale.

Revue trimestrielle éditée par la Cnav - 75951 Paris Cedex 19.
 Directeur de publication : Renaud Villard - Directrice de rédaction : Pascale Breuil - Rédaction des brèves statistiques : pôle Production statistiques nationales, Cnav - Réalisation : Direction Statistiques, prospective et recherche - ISSN : 1961-9642